

Adresse des organisations syndicales départementales CGT, CFDT, FSU, CFTC, CFE-CGC, UNSA, Solidaires aux syndicats et aux syndiqué-e-s

Une marche pour l'emploi et l'avenir de la Seine-Saint-Denis !

La dépression économique que nous traversons ne cesse d'être instrumentalisée par le patronat pour tenter d'imposer ses revendications. Un chantage éhonté à l'emploi, aux délocalisations, à l'exil fiscal, voire à la mort de grands groupes, est développé par le patronat qui entend obtenir, du fait de la crise, des décisions sur le terrain de la flexibilité, de la fiscalité, du «coût du travail».

En agissant ainsi, le MEDEF et ses relais, se déploient pour faire oublier l'essentiel : les banques et les grands groupes peuvent afficher des bénéfices importants et des trésoreries florissantes, alors que la désintégration des filières industrielles, le chômage et la précarisation se poursuivent en France et en Europe.

A cela s'ajoute la pression des marchés financiers qui ont imposé à notre pays, l'objectif d'un déficit public sous le plafond de 3% du PIB dès 2013, ce qui loin de résoudre le problème de financement de l'Etat et des politiques publiques, va sans aucun doute l'aggraver vu l'environnement économique actuel. Les chiffres des privés d'emplois ne cessent de se dégrader en Seine-Saint-Denis (12,4%), et on parle déjà de 300 000 chômeurs supplémentaires en France d'ici à dix-huit mois, c'est-à-dire plus de dépenses sociales et moins de recettes fiscales.

Sur notre département, si nous laissons faire ce sont plusieurs milliers de personnes qui vont venir s'ajouter aux 131 500 privés d'emploi. Quelle perspective pour nos populations, quel avenir pour notre jeunesse, sur le territoire le plus jeune de France ?

Face à ce séisme social nous ne pouvons rester l'arme aux pieds.

Notre département qui paie un lourd tribut dans la crise, est traversé par de multiples luttes sociales. Les salariés de Peugeot Citroën, de Sanofi, de Presstalis, de Roissy et bien d'autres sont engagés dans de rudes batailles pour défendre leurs emplois, et à travers leurs emplois ils défendent aussi le tissu industriel de tout le département. Dans les écoles, les hôpitaux, les territoires, la fonction publique d'Etat, des mobilisations s'organisent, souvent en lien avec les usagers pour arracher des moyens, maintenir des sites, et contrer la casse du service public.

Notre territoire populaire, où la question sociale est particulièrement prégnante, a autant d'atouts qu'il a de besoins à faire valoir. Les effets de la crise peuvent ici déchirer violemment un tissu social déjà fragile. Mais la Seine-Saint-Denis a déjà démontré de grandes capacités de résistance et d'action, pour imposer des choix qui répondent aux exigences des salariés, des populations.

Les moyens existent pour financer des politiques en faveur du progrès économique et social. Ces moyens il faudra aller les chercher là où ils se trouvent, pas dans les poches des salariés, mais dans les caisses des grands groupes !

En 2011, les groupes du CAC 40 ont réalisé 74 milliards € de bénéfices nets et ont versé près de 51% de ces bénéfices en dividendes. Et c'est parce qu'ils n'ont pas cessé de casser et de précariser l'emploi, de limiter les investissements et les efforts de recherche et de formation en France et en Europe qu'ils ont accumulé, en 2011, une trésorerie de 267 milliards €, soit l'équivalent de la totalité des ressources nettes de l'État !

En 2012, les 30 premières entreprises du CAC 40 ont déjà réalisé 34 milliards de bénéfices !

De plus, les exonérations de cotisations patronales, les aides et les niches fiscales s'élèvent à 172 milliards d'€ par an. Cette incroyable somme manque cruellement dans les caisses de l'Etat.

Le rappel de ces éléments nous apparaît d'une extrême utilité à l'heure où sur toutes les ondes nous entendons que « les caisses sont vides » ! Non, elles ne sont pas vides !

Alors que ces entreprises bénéficient en permanence du travail, de la créativité et des ressources des salariés ainsi que des aides massives de l'Etat, elles provoquent la désindustrialisation du pays, l'appauvrissement des territoires et la casse de milliers d'emplois du privé comme du public.

L'urgence sociale ne peut plus attendre !

Ne laissons plus faire ! Dans l'unité, les organisations syndicales de la Seine-Saint-Denis souhaitent faire grandir le rassemblement pour d'autres réponses à la crise. Un mouvement qui articule défense de nos entreprises, de nos emplois, et de nos services publics.

A rebours des discours dominants, nous portons notamment l'idée que dépenser plus pour la Santé, pour l'Education et la Formation, pour la Recherche, pour la Culture, pour le Logement Social, pour les Transports et les infrastructures collectives, pour l'Environnement... cela contribue au développement de la productivité. Le service public c'est de la justice sociale, de la création de richesse, et l'organisation d'un environnement propice au développement économique.

Parce que nous sommes convaincus que l'urgence de la situation exige la construction d'une large mobilisation du Privé et du Public pour que notre département soit entendu et que de véritables solutions porteuses d'un développement durable s'imposent, nous proposons d'organiser une marche pour l'emploi et l'avenir de la Seine-Saint-Denis.

Nous invitons nos bases, nos syndicats, nos syndiqués à débattre ensemble et avec les salariés, de cette initiative que nous proposons de tenir le jeudi 17 janvier 2013, pour converger vers le parvis de la préfecture afin d'interpeller l'Etat. Nous demanderions à être reçus par le préfet.

La force de cette mobilisation dépend pour une grande part des réalités revendicatives dans les entreprises, les administrations, et des énergies mobilisatrices existantes et à construire. Pour ne pas laisser le MEDEF se présenter en victime, pour que l'Etat et les collectivités territoriales soient exemplaires en matière d'emplois de qualité, pour ouvrir de nouvelles perspectives à notre département, impulsions un mouvement pour nous faire entendre, et sortir de la crise en imposant une autre répartition des richesses !

Les organisations syndicales départementales de la Seine-Saint-Denis ont prévu de se retrouver régulièrement. Au regard des débats et des dynamiques créées elles préciseront les modalités de la marche pour l'emploi et l'avenir de la Seine-Saint-Denis.

L'emploi sacrifié, ce n'est pas une fatalité !

Bobigny le, 22 octobre 2012.